La migration des étudiants algériens vers l'étranger : les effets pervers d'une gestion étatique

Hocine Labdelaoui

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/urmis/424>
DOI : 10.4000/urmis.424
ISSN : 1773-021X

Éditeur

Urmis

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 1997
ISSN : 1287-471X

Référence électronique

Hocine Labdelaoui, « La migration des étudiants algériens vers l'étranger : les effets pervers d'une gestion étatique », *Cahiers de l'Urmis* [En ligne], 2-3 | juin 1997, mis en ligne le 20 juin 2002, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/urmis/424> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/urmis.424>

Les contenus des *Cahiers de l'Urmis* sont disponibles selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

La migration des étudiants algériens vers l'étranger : les effets pervers d'une gestion étatique

Par Hocine Labdelaoui
Institut de Sociologie - Université d'Alger

Introduction

La migration des étudiants algériens vers les universités européennes n'est pas un phénomène nouveau. Pour l'anecdote, on relèvera qu'au début du siècle, déjà, une cinquantaine de "jeunes indigènes" fut envoyé en France sur ordre du gouverneur général pour suivre des études dans des établissements secondaires et universitaires.

Les informations disponibles ne donnent que des indications sommaires sur les flux qui suivirent ce premier départ. Tout indique cependant que ces flux furent loin d'être élevés même au cours des périodes marquées par une importante émigration de travailleurs¹. Ce n'est qu'après l'indépendance et plus précisément après 1970, que la migration étudiante est devenue un phénomène de grande ampleur. Paradoxalement, cependant, celui-ci n'a fait l'objet jusqu'ici, d'aucune tentative sérieuse d'évaluation globale. On peut dire que l'on se trouve face à une double méconnaissance du phé-

nomène, à la fois quantitative et qualitative.

S'agissant des chiffres -concernant tant les départs que les retours- les rares statistiques disponibles sont loin de nous permettre d'appréhender la réalité du phénomène. Cela, principalement, pour deux raisons. La première est que celui-ci revêt deux formes distinctes. Une forme organisée, et financée (au travers de l'octroi de bourses) par l'Etat, et une forme spontanée dégagee de toute assistance étatique. Si les flux appartenant à la première forme peuvent être contrôlés et comptabilisés, en raison de la gestion administrative dont ils sont l'objet, il n'en va évidemment pas de même pour les flux appartenant à la seconde. Ceux-ci ne sont en effet soumis à aucun visa préalable et ne sont l'objet d'aucun enregistrement spécifique de la part de l'administration frontalière.

La seconde raison est que, même lorsque des statistiques sont disponibles, celles-ci sont peu fiables et leurs chiffres approximatifs.

Il faut voir là la conséquence de la multiplication des organismes chargés de gérer la formation à l'étranger, de l'absence de coordination entre ces derniers, et de la grande difficulté qu'ils éprouvent à procéder à un échange régulier d'informations, qui sont autant de facteurs de nature à accroître les cas d'imprécision, voire de contradiction entre les chiffres publiés². Ces carences en matière de statistiques constituent un sérieux handicap pour toute tentative d'analyse scientifique. Au-delà de ce constat négatif, il convient cependant de se demander si ces défaillances ne constituent pas en elles-mêmes une indication précieuse sur la politique qui sous-tend la formation à l'étranger. Il serait faux selon nous de croire que l'explication de ces carences réside exclusivement dans un

défaut de maîtrise de l'outil statistique. On ne peut en aucun cas exclure l'hypothèse d'une méconnaissance "intéressée" et plus ou moins orchestrée, qu'il convient de rapporter à une politique volontariste exclusivement centrée sur une instrumentalisation -politique et étatique- de cette formation, inscrite dans le cadre des évolutions affectant la répartition de la rente pétrolière.

Cette analyse s'applique également à la méconnaissance des aspects qualitatifs du phénomène. Le peu d'intérêt porté à une évaluation de l'impact socio-culturel de cette formation confirme, et souligne encore un peu plus, cette image d'une politique réductrice, exclusivement préoccupée par les retombées économiques de la formation à l'étranger.

1. L'évolution de la politique de formation à l'étranger

Sortie de la période coloniale avec un énorme déficit en cadres, l'Algérie a saisi les offres de coopération accordées par plusieurs pays étrangers pour organiser des envois réguliers d'étudiants et de stagiaires vers les universités et grandes écoles européennes et arabes. Cependant ce n'est qu'à partir de 1970 que la gestion de ces envois fut institutionnalisée par une succession de textes et de structures.

1.1 De 1962 à 1970 : absence de la centralisation étatique et prééminence de l'entreprise.

Le départ massif des européens en 1962 provoqua une pénurie de cadres gestionnaires ce qui rendit nécessaire une promotion rapide des fonctionnaires algériens formés pendant la colo-

nisation pour servir de médiation avec la population autochtone. Le redémarrage de l'économie de l'Algérie indépendante reposa donc sur cette élite à qui de larges prérogatives et de nombreux privilèges furent accordés. La gestion du stock des bourses attribuées à l'Algérie par les conventions bilatérales était monopolisée par cette élite technocratique au travers des ministères dits techniques et des entreprises publiques sans aucune interférence d'un organisme politique central. Les deux circulaires qui furent promulguées pendant cette période n'étaient pas de nature à remettre en cause cette prééminence. Leur objectif était de donner à celle-ci un cadre juridique. La première, datant du 3 avril 1964, instaura une structure organisationnelle composée des représentants des ministères techniques, légitimant les projets d'envoi des stagiaires et des étudiants à l'étranger par les entreprises publiques. La seconde, du 25 juillet 1964, fixa les modalités du fonctionnement de cette structure, et n'apporta aucune modification à ses prérogatives.

1.2 De 1971 à 1980 : Prééminence de l'entreprise et début d'une centralisation étatique:

En 1971, une réforme de l'enseignement supérieur fut appliquée dans le but d'adapter la formation universitaire aux besoins du processus de développement. La place de l'université était sans cesse réaffirmée sans que pour autant celle-ci soit consacrée comme l'unique institution de formation universitaire. En effet, au moment où le Ministère de l'éducation développait la formation spécialisée pour les services étatiques dans le cadre des instituts de technologie et où le Ministère de l'enseignement supérieur adaptait la formation universitaire aux exigences de

l'ère développementaliste, les Ministères techniques lancèrent des politiques tout azimuts de formation au sein d'instituts chargés de former des cadres pour les secteurs des hydrocarbures, mines, métallurgie, construction mécanique et électrique, textile etc... Des situations conflictuelles se produisirent souvent entre les responsables de ces Ministères et ceux du Ministère de l'enseignement supérieur.

Les luttes entre les élites technocratiques et les élites politiques se trouvèrent ainsi cristallisées sur le champ de l'enseignement supérieur et par voie de conséquence sur la formation à l'étranger. Dans cet ordre d'idées, il convient de signaler que les premières tentatives de réglementation des flux d'étudiants et de stagiaires traduisirent cette dualité entre la prééminence de l'entreprise et une tendance à la centralisation du processus de cette formation au sein du Ministère de l'enseignement supérieur. Si l'ordonnance n° 71.78 du 03 décembre 1971 et le décret n° 72.160 du 27 juillet 1972 constituent une tentative sérieuse pour combler le vide juridique dans ce domaine en fixant les conditions d'attribution des bourses, des présalaires et les traitements des stagiaires, il n'en demeure pas moins qu'ils institutionnalisent le partage de la gestion de la formation à l'étranger entre l'université et l'entreprise publique. En application de ces deux textes, deux commissions furent instituées : la commission nationale des bourses universitaires (C.N.B.U) siégeant auprès du Ministère de l'enseignement supérieur et la commission des stages à l'étranger siégeant auprès du Ministère de l'intérieur.

Le rattachement de la première commission au Ministère de l'enseignement traduit en fait la volonté des élites politiques de mettre la formation à l'étranger sous la tutelle de l'université.

Cette volonté se heurta, cependant, à l'opposition puissante des ministères techniques et des entreprises du secteur productif public. Ses effets furent limités par la poursuite des envois sectoriels libres et par le développement du pouvoir parallèle de la deuxième commission dominée par les représentants de ces ministères et des entreprises publiques.

1.3 De 1980 à 1986 : De la prééminence de l'entreprise à la stratégie de l'université.

Les années 1980 relancèrent la formation à l'étranger pour deux raisons. Sur le plan idéologique et politique, la mobilisation d'énormes ressources financières tirées de la croissance de la rente pétrolière pour redynamiser la formation à l'étranger n'était pas sans arrière pensée. Il s'agissait, en premier lieu, d'opérer une rupture avec l'orientation socialiste du président Boumedienne en encourageant l'ouverture sur le modèle capitaliste. De plus, le nouveau pouvoir s'offrait par la même occasion un moyen qui lui permettait d'écarter les contestataires, aussi bien ceux qui résistaient à l'arabisation et à la nouvelle orientation idéologique du pouvoir que certains syndicalistes qui s'opposaient au démantèlement de l'université.

Sur le plan économique, la réorientation du modèle de développement et d'industrialisation par le passage de "l'usine clés en mains" à "l'usine produit en mains" posa de nouveau la nécessité du recours à la formation à l'étranger, d'autant plus que la formation universitaire locale avait montré ses limites en particulier en ce qui concerne certaines spécialités et profils "pointus".

Cette relance de la formation à l'étranger tourne, cependant, à l'avantage de l'université, grâce au fait, notam-

ment, que c'est au Ministère de l'enseignement supérieur que va se trouver centralisée, désormais, la gestion des envois. Devenue la seule institution chargée des différents aspects pédagogiques et scientifiques de la formation supérieure, l'Université est alors en mesure d'exiger l'élargissement de son encadrement et le remplacement des coopérants en fin de contrat. Cette fonction sociale de l'Université procure à la classe politique des ressources de légitimation non négligeables. Ce n'est certainement pas un hasard, en effet, si l'on voit alors les départs d'étudiants à l'étranger donner lieu à d'imposants "shows" médiatiques, baptisés "séminaires de formation à l'étranger" qui sont autant de prétextes à interventions de hauts responsables politiques, voire même du président de la république.

Durant cette période une nouvelle réglementation fut promulguée pour centraliser et unifier les structures chargées de la gestion des flux d'étudiants vers l'étranger. Il s'agit du décret n° 81-17 du 17 février 1981³ créant une commission nationale de la formation à l'étranger (C.N.F.E) sous la présidence du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et regroupant les représentants de la fonction publique, des affaires extérieures et des ministères techniques. Le texte apporte une nouveauté dans la conception de la formation à l'étranger en opérant une distinction entre les différentes formations retenues par l'envoi d'étudiants à l'étranger : l'article 12 du décret prévoit, en effet, que les types de formation et de perfectionnement susceptible d'être assurés à l'étranger sont :

1. la formation universitaire ou extra-universitaire quand elle a lieu à partir d'un titre scolaire ou universitaire

2. la formation extra-universitaire

quand elle vise l'acquisition de connaissances ou de techniques nécessaires à l'exercice d'une activité professionnelle

3. les stages à l'étranger pour des durées déterminées. Le même décret définit les conditions d'attribution des bourses sur la base des résultats scolaires pour les étudiants et de l'expérience professionnelle pour les travailleurs. La commission nationale créée par ce texte se trouve ainsi chargée de statuer sur les aspects pédagogiques et réglementaires des dossiers de la formation à l'étranger.

Les ressources financières mobilisées grâce au second choc pétrolier ont permis aux élites dominantes de mener une politique volontariste de formation à l'étranger. Aux candidats retenus pour cette formation étaient accordés de substantiels moyens financiers. Ils bénéficiaient d'une allocation d'études avantageuse, d'indemnités d'installation, et d'avantages liés à la situation familiale, le conjoint recevant 30% et les enfants 20% du montant mensuel de l'allocation d'études plus un titre de voyage aller-retour. En plus de la bourse, les fonctionnaires et les enseignants conservaient leur salaire payé en Algérie et pouvaient transférer jusqu'à l'équivalent de 50% de leur bourse sur leur salaire.

Une telle politique a suscité un engouement pour la formation à l'étranger, mais ses effets furent limités par des pratiques bureaucratiques entraînant des lacunes dans la sélection des candidats et un dysfonctionnement des centres de pouvoir créés dans le cadre de la répartition des ressources financières allouées à cette formation. Le débat sur la formation à l'étranger se focalisa sur le coût et le gaspillage des ressources, surtout après l'amorce d'une régression sensible de la rente pétrolière suite à la chute des prix sur les marchés internationaux⁴.

1.4 De 1987 à 1992 : la gestion burocratique de la pénurie des devises.

La réorganisation de la politique de la formation à l'étranger était donc inévitable tant pour faire face aux contraintes de la régression de la rente pétrolière que pour gérer les conflits politiques autour du pouvoir qui se manifestèrent à l'arrière plan du débat engagé. L'ampleur des aspects financiers dans le débat sur cette formation amena les auteurs de cette réorganisation à viser essentiellement la réduction des coûts par la réduction des effectifs et par un contrôle rigoureux de la planification et de la gestion des programmes de formation à travers une réorganisation des structures du domaine. On note, cependant que le décret n° 87-205 du 8 septembre 1987 instituant cette réorganisation marque une préférence pour le contrôle administratif au détriment de la recherche de l'efficacité des procédures pédagogiques de sélection des candidats et des instruments d'identification des besoins des institutions de base. La nouvelle organisation instituée en application de ce décret introduit une restructuration du processus de l'élaboration et de la mise en oeuvre de la politique de formation et de perfectionnement à l'étranger⁵, dans le sens de la réaffirmation de la centralisation des procédures avec toutefois un rééquilibrage aux allures politiciennes au profit des ministères dits techniques.

En application de ce décret, l'organe central n'est plus la commission nationale de la formation à l'étranger présidée par le représentant du ministre de l'enseignement supérieur, mais le comité d'orientation et de planification de la formation et du perfectionnement à l'étranger, siégeant auprès du conseil national de la planification insti-

tué pour remplacer le ministère de la planification. La mission de ce nouvel organe central, dans lequel siègent les représentants des différents Ministères, est d'établir des programmes sectoriels de formation et de perfectionnement à l'étranger en tenant compte des ressources financières allouées par le gouvernement dans le contexte de pénurie des devises et de baisse de stock des Bourses de coopération. Tout laisse à penser que la nature des rapports de force entre les différents Ministères, c'est à dire leur poids politique, a constitué un facteur déterminant dans la répartition des quotas entre les secteurs.

Au nom de l'austérité financière et de la recherche de l'efficacité, des nouvelles catégories de formation furent introduites ; il s'agit de la formation à distance pendant trois années consécutives, des stages de courte durée ne dépassant pas un mois et des stages de perfectionnement et de spécialisation pour les cadres et le personnel en poste.

L'objectif recherché était donc de s'adapter à la diminution des ressources financières par la réduction des coûts ce qui nécessita une redynamisation des bourses de coopération et des bourses mixtes (voir le tableau n°1). Des résultats évidents furent obtenus à ce niveau mais l'efficacité de la participation de la formation à l'étranger au développement qualitatif de l'université algérienne demeura cependant un objectif mythique. En plus des différentes formes de dysfonctionnement de cette formation telle que le taux élevé des déperditions et de non-réinsertion, le champ d'application de cette opération se limita au corps enseignant et au personnel en fonction, les possibilités offertes aux étudiants et aux lauréats du bac se rétrécirent sensiblement.

1.5 De 1992 à 1995 : l'adaptation aux contraintes des réajustements structurels de l'économie.

C'est donc à cette question d'efficacité qu'il fallait s'attaquer dans un contexte marqué par le phénomène de désengagement de l'Etat. La tâche n'était pas mince puisqu'il fallait concilier trois contraintes, toutes trois d'égale importance : la diminution des ressources financières allouées par l'Etat, la recherche de l'efficacité de la gestion des envois pour éviter les déperditions des enseignants en formation et enfin la formation d'une élite à l'étranger parmi les étudiants des cycles de graduation et les lauréats des bacs.

Pour atteindre de tels objectifs, des modifications furent apportées à l'organisation de 1987. Le souci de l'efficacité s'est traduit par la suppression des bourses de longue durée et l'application du système de formation alternée s'étalant sur trois années pendant une période annuelle de cinq mois. Tout en suivant sa formation à l'étranger l'enseignant demeure opérationnel au niveau de son université. Les formes résidentielles restent, quant à elles réservées aux étudiants et pour certaines formations effectuées dans le cadre de la coopération. L'effort de redynamisation des bourses de coopération se poursuit avec cependant, comme le suggère la lecture du tableau n° 1, un rééquilibrage sensible pour la France.

Le maintien des structures instituées par la réorganisation de 1987 marque la volonté des autorités de conserver le

rapport de forces entre les sphères du pouvoir, avec cependant, l'apparition dans le contexte de l'économie de marché d'une tendance à la valorisation du poids des élites technocratiques. Avec le système de l'autonomie des entreprises, le secteur productif privé jouit de larges prérogatives en matière de gestion de ses ressources financières en devises, ce qui évite à ses entreprises de passer par les circuits de l'instruction des dossiers et la mise en oeuvre des envois à l'étranger.

2. L'évolution des flux

L'une des conséquences directes de cette instabilité chronique des instruments institutionnels de la gestion de la formation à l'étranger est l'incapacité de dresser un bilan quantitatif de l'évolution des flux des départs. On peut noter, toutefois, qu'indépendamment de leur caractère approximatif, les statistiques disponibles révèlent une relation de cause à effet entre la succession des politiques et l'évolution des flux organisés. L'évolution de la migration libre n'a fait, quant à elle, l'objet d'aucune tentative d'évaluation.

2.1. Une connaissance approximative des flux organisés.

Malgré l'absence de statistiques fiables il est cependant possible d'identifier les grandes tendances de l'évolution des flux organisés.

Tableau n° 1 : Evolution des flux par type de bourse

Année	Type de bourse			Total
	Bourse algérienne	Bourse Algéro-française	Bourse de coopération	
1989-90	1668	1675	1577	4920
1993-94	745	1232	619	2596
1994-95	651	794	536	1983
Total	2064	3701	2732	9499

Source: Ministère de l'enseignement supérieur, Conseil national de la planification

2.1.1 Une évolution sectorielle des effectifs.

De 1962 à 1970 l'envoi des étudiants algériens à l'étranger fut l'oeuvre des grandes entreprises ; il s'agissait donc d'envois sectoriels. Malgré l'existence d'un organe central de coordination et de gestion, il n'a pas été possible de rassembler les informations précises sur les envois en particulier en ce qui concerne les types de formation, les filières (voir tableau n°2). La quasi absence de publicité qui entourait les premiers envois pousse à retenir l'hypothèse que cette formation a surtout contribué à la constitution d'une "techno-structure". Les quelques informations sur les envois de cette période révèlent, en effet, que les bénéficiaires ont été souvent les enfants ou les proches parents des gestionnaires du secteur productif public ou des cercles restreints du pouvoir.

A partir du constat précédent, on peut supposer que les effectifs de boursiers algériens à l'étranger se concentrent, en majorité, dans le cycle de la graduation. Les titulaires des diplômes de graduation (licence, ingénieur, Dess) étaient chargés de la gestion des entreprises publiques qui souffraient du manque de cadres supérieurs. De même, l'explication de la lenteur de la progression des effectifs telle qu'on peut la noter à travers la lecture du tableau n°2, doit être recherchée dans la volonté des responsables du secteur

productif public de maîtriser le recrutement des candidats à la formation à l'étranger. La prééminence du secteur productif est presque totale. C'est non seulement le recrutement en Algérie mais aussi la gestion de la formation qui est prise en charge par les entreprises elles-mêmes. C'est ainsi que la SONATRAH avait un bureau à Washington et une délégation en Californie et que la SONACOME avait chargé un bureau d'études américain ("calcul research") d'élaborer, de réaliser et de diriger un programme de formation de niveau universitaire. Ce n'est qu'en 1983 que ces missions furent rattachées aux services culturels de l'ambassade d'Algérie aux USA. Or, à la même période, les effectifs de l'université algérienne ont quadruplé en graduation et triplé en post-graduation ce qui montre que la gestion de la formation à l'étranger n'était pas encore intégrée aux stratégies visant à satisfaire les besoins en enseignants des établissements d'enseignement supérieur (à un moment où ces enseignants étaient encore majoritairement d'origine étrangère).

2.1.2. Une progression régulière des flux.

A partir de 1971, le recrutement des boursiers pour l'étranger va s'étendre au secteur de l'enseignement supérieur, sans pour autant arriver à remettre en cause la prééminence du re-

Tableau n° 2 : Evolution des boursiers algériens à l'étranger et des effectifs de l'université algérienne 1962 - 1970

Année	Graduation		Post-Graduation		Total	
	Algérie	Etranger	Algérie	Etranger	Effectifs Algérie	Boursiers a l'étranger
1962 - 63	2725	-	-	-	2725	521
1963 - 64	3565	-	156	-	3721	744
1964 - 65	5425	-	211	-	5636	1101
1965 - 66	6883	-	231	-	7114	1062
1966 - 67	7478	-	286	-	7764	893
1967 - 68	8735	-	234	-	8969	830
1968 - 69	9794	-	389	-	10183	833
1969 - 70	12 243	-	317	-	12560	838

Source: Annuaire statistiques du Ministère de l'enseignement supérieur

Tableau n° 3 : Evolution des boursiers algériens à l'étranger et des effectifs de l'université algérienne. 1971-1980

Année	Graduation		Post-graduation		Total	
	Algérie	Etranger	Algérie	Etranger	Effectifs en Algérie	Boursiers à l'étranger
1970-71	19311	-	423	-	19734	-
1971-72	23413	-	921	-	24334	-
1972-73	26074	197	1048	1180	27122	1377
1973-74	29465	238	1205	1308	30670	1546
1974-75	37739	1233	1400	535	39139	1768
1975-76	41709	946	1766	715	43475	1661
1976-77	50097	636	2310	1141	52407	1777
1977-78	51893	501	2654	1647	54547	2148
1978-79	51510	360	3231	1648	54741	2008
1979-80	57445	280	3961	2126	61406	2406

Source : Rapport de la C.N.F.E, 1981.

crutement par les entreprises publiques. Avec la mise en oeuvre de sa réforme, l'université algérienne adopta une stratégie de formation des formateurs ce qui explique que son recrutement pour la formation à l'étranger porta sur la post-graduation (le troisième cycle) et sur les filières valorisées par l'orientation de l'enseignement supérieur en Algérie (option préférentielle pour les filières technologiques et expérimentales au détriment des sciences sociales).

La prééminence des ministères techniques et des entreprises publiques dans le recrutement des boursiers se maintient pour le cycle de la graduation, la spécialisation et les stages. La lecture du tableau n°4 donne une idée plus claire sur la capacité de ces ministères

et entreprises à monopoliser toutes les opportunités pour former des instruments de légitimation par l'acquisition d'un savoir technologique à travers les stages de formation, de recyclage et de spécialisation. Leur part dans les programmes des envois à l'étranger est sans commune mesure avec celle du ministère de l'enseignement supérieur.

2.1.3 Le doublement des effectifs.

La centralisation de la gestion de la formation à l'étranger au niveau du ministère de l'enseignement supérieur va permettre à l'université de poursuivre sa politique de formation des formateurs. L'éventail du recrutement va s'élargir et

Tableau n° 4 : Etat récapitulatif des envois en stage à l'étranger par Ministère de 1972 à 1979

Ministères	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	Total
Agriculture	185	145	89	51	52	60	121	62	765
Défense nationale	3	3	1	-	-	-	-	-	7
Enseignement supérieur	-	-	-	-	-	-	-	-	10
Education	1	1	1	3	-	-	-	5	4
Commerce	-	2	58	52	70	83	43	27	325
Finances	31	23	103	105	39	13	29	77	420
Hydraulique	20	123	176	75	61	-	48	192	695
Industrie énergie	1429	1394	2438	2876	3010	1816	1722	2109	16794
Information	11	5	30	23	52	37	69	4	231
Intérieur	10	1	-	4	35	-	16	11	77
Jeunesse et sports	-	-	-	-	13	-	-	-	13
Moudjahidine	-	12	4	1	15	-	-	-	32
Présidence	-	6	4	3	14	6	3	-	36
P et T	21	15	9	29	35	-	-	56	165
Plan	4	5	33	24	40	25	19	23	173
Santé publique	34	69	61	67	41	7	11	30	320
Transports	215	390	596	585	743	367	291	307	3494
Travaux publics + Habitat	17	26	29	94	5	15	36	131	353
Tourisme	1	49	6	12	9	2	-	-	79
Travail	24	21	62	161	15	8	77	52	421
Totaux	2006	2290	3700	4165	4253	2439	2485	1086	24424

Source : Rapport de la C.N.F.E, 1981.

Tableau n° 5 : Evolution des boursiers à l'étranger et les effectifs de l'université algérienne. 1981-1986

Année	Graduation		Post-graduation		Total	
	Algérie	Etranger	Algérie	Etranger	Inscrits en Algérie	Boursiers à l'étranger
1980-81	66064	225	5229	2000	71293	2225
1981-82	72590	77	5499	2537	78089	2614
1982-83	90145	166	5722	2776	95867	2942
1983-84	97000	206	7285	3440	104285	3646
1984-85	103223	452	8697	4940	111920	5392
1985-86	122084	253	9973	5737	132057	5990

Source: Ministère de l'enseignement supérieur et conseil national d'orientation et de planification

touchera à la fois les étudiants ayant achevé leur formation de graduation et les enseignants déjà en fonction pour encourager à poursuivre jusqu'au doctorat. Les effectifs des boursiers du ministère de l'enseignement supérieur vont sensiblement augmenter passant de 1570 en 1979 à 2148 sur un total global de 2614 boursiers en 1982. (CREAD)

Une lecture comparée de la progression des effectifs des deux cycles en Algérie et à l'étranger (voir tableau n°5) révèle une stabilité des boursiers de la graduation à l'étranger contre un doublement des effectifs du même cycle en Algérie. Cette stabilité des boursiers "en graduation" à l'étranger au moment où l'université algérienne assure la formation dans la totalité des filières s'explique en grande partie, en dehors des cas où la formation n'était pas possible localement, par les impératifs de la répartition de la rente entre les différentes élites au pouvoir. L'obtention des bourses à l'étranger pour une formation en graduation était en effet souvent limitée à des milieux restreints proche du pouvoir ou des hauts fonctionnaires du secteur public et des grands ministères.

2.1.4 La régression contrôlée des effectifs.

Le coût financier de la formation à l'étranger s'avère sans commune mesure avec les résultats obtenus. La chute brutale de la rente pétrolière au milieu des années 80 a hypothéqué le programme de cette formation, si bien qu'une réorganisation de la politique d'envoi d'étudiants à l'étranger fut engagée essentiellement dans le but de réduire les effectifs. La lecture du tableau n°6 révèle une régression des flux, même si une tendance à la hausse commence à réapparaître à partir de 1990. Celle-ci est due à l'offre de bourses de coopération de la part des pays occidentaux, en particulier la France.

La comparaison des effectifs en formation en Algérie et à l'étranger montre le poids de la progression du nombre des étudiants de l'université algérienne en graduation et en post-graduation. A cet égard il y a lieu de signaler que cette progression dans le cycle de la post-graduation et en particulier dans les sciences sociales est la conséquence directe du rétrécissement du marché de l'emploi et de l'in-

Tableau n° 6 : Evolution des boursiers à l'étranger et des effectifs de l'université algérienne. 1987-91

Année	Graduation		Post-graduation		Total	
	Algérie	Etranger	Algérie	Etranger	Effectifs en Algérie	Boursiers à l'étranger
1986-87	143,293	325	11,407	4600	154700	4925
1987-88	161,464	241	12,288	2723	173752	2964
1988-89	166,717	226	13,500	2451	180217	2677
1989-90	181,350	224	13,567	1509	196317	1733
1990-91	197,560	350	14,853	2045	212413	2399

flation des diplômes. L'ouverture des filières de la post-graduation n'est plus déterminée par une planification des besoins de l'université et des secteurs utilisateurs mais par la volonté politique d'assigner à l'université une fonction politique : celle d'assurer la paix sociale.

La formation à l'étranger ne fut que partiellement associée à cette fonction. La progression relative des effectifs des boursiers à l'étranger en graduation comparativement à la période précédente s'explique par le développement de la tendance à former une élite à l'étranger parmi les majors de l'enseignement supérieur et parmi les proches des élites et des cercles restreints du pouvoir. Les effectifs des boursiers de la post-graduation sont constitués en majorité d'enseignants de l'enseignement supérieur et des secteurs assurant une formation universitaire. Le recrutement des boursiers pour une formation post-graduée parmi les étudiants de la graduation reste très limité et ne concerne que quelques filières, telles que les sciences, la technologie, les sciences commerciales, la démographie, etc ...

2.1.5 Vers une maîtrise de la gestion des flux:

L'évolution des flux d'étudiants vers l'étranger va être désormais caractérisée par une alternance de progression et de régression. L'année 1991 confirme la tendance à la progression amorcée à partir de 1990, mais elle ne fut que de courte durée, puisque en 1992, les effectifs ont baissé de 3129 à 2328 boursiers. La nouvelle progression qui apparaissait en 1993 ne fut pas confirmée en

1994, année qui a enregistré une nouvelle régression. L'examen de ces tendances par secteurs fait ressortir une hétérogénéité de l'état des flux. C'est ainsi que la régression des effectifs de boursiers en graduation en 1992 est la conséquence du fléchissement des boursiers relevant du secteur sous la tutelle des ministères techniques, ceux du ministère de l'enseignement supérieur n'ont enregistré qu'une légère régression. La même remarque est valable pour le cas d'un nouveau type de formation à l'étranger, la spécialisation, qui est monopolisée par le ministère techniques. La régression des effectifs de boursiers de l'enseignement supérieur est, en revanche, importante en post-graduation.

Les effectifs de 1993 ne modifient pas beaucoup les données, même si les tendances à la progression réapparaissent. Ils confirment, par contre, une certaine spécialisation des différents secteurs en matière de formation à l'étranger. C'est ainsi que le ministère de l'enseignement supérieur est devenu un puissant organe de cette formation en particulier en post-graduation et en graduation. Les effectifs de ses boursiers, majoritaires en post-graduation, enregistrent des fluctuations et restent stables en graduation. La part des autres ministères se concentre en graduation à égalité avec le ministère de l'enseignement supérieur, et en spécialisation. La post-graduation ne concerne que quelques ministères assurant une formation supérieure tels que les ministères des industries et des mines, de l'agriculture, de l'énergie et de l'équipement.

Tableau n° 7 : Evolution des effectifs de boursiers à l'étranger et des étudiants de l'université algérienne. 1991-1995

Année	Formation		Post-graduation		Total	
	Algérie	Etranger	Algérie	Etranger	Algérie	Etranger
1991-92	255.981	895	150307	1979	271288	3874
1992-93	275027	599	13982	1506	289009	2105
1993-94	262695	689	12823	1907	275518	2596
1994-95		623		1360		1983

Tableau n° 8 : Effectifs des boursiers à l'étranger au 31.12.1993

Ministère ou organisme	Effectifs au 31.12.1993			
	G	P.G	S.P	Total
Premier ministère	0	0	0	0
D.G.F.P	0	0	0	0
Education nationale	209	1.914	27	2.150
Universités	209	1.807	22	2.038
Secrétariat d'état à la recherche	0	107	5	112
Sec. Etat. Enseig. fond. & Sec	0	0	0	0
Format. Profession	0	2	5	7
Jeunesse et sport	1	9	2	12
Int. & Collec. Loc	0	0	0	0
Industries & mines	64	58	1	123
Energie	0	23	1	24
Agriculture	59	37	35	130
Transport (A)	73	6	4	83
Poste et telecom.	0	20	8	28
Equipeement	4	25	15	44
Habitat	0	20	1	30
Economie	0	5	29	34
Commerce	0	0	0	0
Affaires étrangères	0	0	0	0
Culture et commun	26	7	6	39
Santé et population	0	0	66	66
Secrétariat Etat tourisme	2	0	0	2
Conseil national planification	0	0	8	8
Cour des comptes	0	1	3	4
Total	437	2.127	220	2.794

Source: Ministère de l'enseignement supérieur

2.2. La migration libre

Par sa nature, la migration libre des étudiants algériens vers les universités étrangères est un phénomène difficile à cerner et à quantifier. Le refus des autorités algériennes de reconnaître ce type de formation à l'étranger et de l'intégrer sous une forme ou une autre, dans les structures mises en place, ne fait qu'accentuer la méconnaissance de ce phénomène⁶ qui continue pourtant de prendre de l'ampleur, comme l'indique la lecture du tableau n°9 publié dans un rapport de l'UNESCO en 1985.

Les mesures restrictives à l'égard de l'immigration adoptées par l'ensemble des pays européens sont-elles de nature à affecter cette progression ? On peut en douter et estimer qu'elles sont de nature, au contraire, à conduire à un gonflement artificiel de ces flux, des

candidats à la migration dans ses formes habituelles, refoulés par ces dispositifs, pouvant être tentés de recourir au canal de la migration étudiante qui demeure, elle, en principe, permise.

L'autre donnée qui pousse à retenir l'hypothèse de la persistance des départs libres se rapporte à la multiplication des catégories des candidats à cette migration. Si, dans le passé, celle-ci ne concernait, en premier lieu, que les enfants de familles liées à l'étranger pour des raisons professionnelles, ou personnelles, elle tend maintenant à élargir son éventail de catégories touchant à la fois les candidats à des études en classes préparatoires aux grandes écoles, des étudiants de retour au pays après une formation à l'étranger mais également des cadres fonctionnaires déjà en poste. Si ce développement devait se poursuivre les risques seraient grands de voir cette migration

Tableau n° 9 : Evolution des effectifs des boursiers et des non boursiers algériens à l'étranger.

	1962	1965	1968	1969	1973	1974	1978	1984
Total boursiers (a) (1)	521	1062	833	938	1546	1768	2008	5392
Total boursiers et non boursiers (b)	1617	1725	1643	1780	5130	6541	13123	13506
(a)								
(b)	0,32	0,62	0,50	0,52	0,30	0,27	0,15	0,40

Source: Touati Belkacem, 1989, p.89

épouser en fait la logique de ce qu'il est convenu d'appeler l'"exode des cerveaux" (brain-drain). Les statistiques publiées par les organes de presse à l'occasion des débats sur cette question révèlent l'importance du phénomène de la migration libre dans les dernières années. C'est ainsi qu'en plus du nombre important de diplômés de l'université algérienne qui choisissent l'exil, il faut ajouter plus de 3000 médecins et plus de 1000 enseignants qui se sont installés à l'étranger durant les dernières années.

3. Difficultés de la gestion de la formation à l'étranger.

A l'instar du système d'éducation et de formation dans son ensemble, l'intérêt pour la formation à l'étranger s'est limité aux aspects politiques et idéologiques au détriment de la recherche de l'efficacité. C'est ainsi que les difficultés que rencontre cette formation n'ont fait l'objet d'aucune réflexion susceptible d'aboutir à des solutions durables. C'est pourquoi il convient d'accorder une attention particulière à leur analyse en tant qu'expression de la politique de la formation à l'étranger dans son ensemble. A cet effet on peut distinguer deux types de difficultés:

3.1 Les difficultés administratives.

3.1.1 Le dysfonctionnement de l'organisation.

Conçue comme une politique globale, la formation à l'étranger se réalise dans les faits dans le cadre de démarches fractionnées. En plus de la multiplication des instances de gestion administrative et pédagogique, chaque structure fonctionne pour elle-

même sans tenir compte des rapports avec les autres maillons de la chaîne, provoquant de la sorte des situations de rivalité et de conflits. La formation à l'étranger n'a pas, en réalité, fait l'objet d'une stratégie d'ensemble cohérente, mais a été réduite à des actions conjoncturelles et sectorielles.

Ce dysfonctionnement des organes chargés de la gestion de la formation à l'étranger peut être expliqué par plusieurs facteurs :

- l'égalité du rang des instances chargées de cette gestion, qui agissent comme si elle n'étaient rattachées à aucun centre de décision chargé de la coordination.
- la répartition des prérogatives est faite de telle sorte que chaque instance est en mesure de constituer un territoire autonome et de se donner des objectifs propres en usant de moyens légaux ou/et informels.
- la multiplication des textes et des dispositifs informels fait que le fonctionnement du processus de formation à l'étranger et le lien entre les différentes instances qui en sont chargées, demeurent opaques à la plus grande partie des structures étatiques.
- l'instabilité du personnel chargé de gérer les dossiers, l'inexistence d'archives font que les lacunes du passé ne sont pas prises en compte dans la gestion au présent et dans la prévision.

3.1.2 La sous-utilisation des moyens.

La mise en oeuvre de la politique de formation à l'étranger continue à être marquée par d'importants dysfonctionnements. On en veut pour preuve l'énorme gaspillage de ressources auquel conduit l'incapacité à "consommer" la totalité du stock de bourses offertes dans le cadre des accords de coopération. Le taux d'utilisation des bourses

offertes dans ce cadre dépasse, en effet, à peine les 50 % (sauf pour la spécialisation), comme on peut le constater par la lecture du tableau n°10.

Les causes d'une telle situation sont multiples mais la plus importante d'entre elles réside sans doute dans l'incapacité où paraissent se trouver les structures administratives à articuler leur propre fonctionnement sur le processus de sélection pédagogique des candidats en menant une étroite collaboration avec les partenaires donateurs de bourses.

3.1.3 L'absence de suivi administratif.

Le travail des structures chargées de la formation à l'étranger semble se limiter aux procédures de préparation des départs et de la gestion des dossiers. Aucun suivi dans les pays d'études n'est prévu à l'exception des opérations de paiement de bourses laissées à la charge des services culturels des ambassades d'Algérie. Les étudiants et les boursiers se trouvent ainsi livrés à eux mêmes sans assistance, ni couverture administrative, ce qui d'ailleurs consti-

tue la source d'une multitude de problèmes affectant le cursus universitaire.

3.2 Difficultés scientifiques.

Ces dysfonctionnements administratifs sont surtout dommageables en ce qu'ils affectent directement le déroulement du cursus de formation lui-même aux plans pédagogiques et scientifiques. Plusieurs observations viennent à l'appui de ce constat.

3.2.1 L'absence de coordination entre la formation à l'étranger et la formation en Algérie.

Aucune forme de coopération n'existe entre cette formation et les directions de la post-graduation et de la recherche dans la mesure où la définition des critères de sélection, et le choix des filières de formation sont des opérations auxquelles les instituts universitaires ne sont que rarement associés (CREAD, 1993, p.30).

Par ailleurs, la défection (sans considération pour les impératifs locaux de l'enseignement et de la recherche) d'une partie du personnel enseignant

Tableau n° 10 : Etat de consommation du stock de bourses.

Ministère ou organisme	Bourses attribuées (1)				Bourses réalisées (2)				Pourcentage de réalisation (2/1)			
	G	P.G	S.P	Total	G	P.G	S.P	Total	G	P.G	S.P	Total
*Education nationale	0	242	39	290	0	107	23	130	0.00	44.21	60.53	46.43
*Enseignement supérieur	0	222	21	243	0	107	22	129	0.00	48.20	104.76	53.00
	0	20	17	37	0	1	1	1	0.00	0.00	50.000	50.00
Premier ministre	0	0	6	6	0	0	2	2	0.00	0.00	33.33	33.33
Jeunesse et sport	0	4	3	7	0	0	4	4	0.00	0.00	33.33	57.14
Energie	0	5	4	9	0	5	2	7	0.00	100.00	50.00	77.78
Agriculture	0	8	23	31	0	15	29	43	0.00	187.50	121.74	138.71
Transport	0	6	3	9	0	5	3	8	0.00	83.33	100.00	88.89
Poste	0	5	6	11	0	5	6	11	0.00	100.00	100.00	100.00
Equipement	0	4	16	20	0	1	14	15	0.00	25.00	87.50	75.00
Habitat	0	7	9	16	0	7	9	16	0.00	100.00	100.00	100.00
Economie	0	4	27	31	0	2	27	29	0.00	50.00	100.00	93.55
Culture	30	6	13	49	0	0	4	4	0.00	0.00	30.77	8.16
Santé et population	0	0	15	15	0	0	16	16	0.00	0.00	106.67	106.67
Tourisme	9	0	0	9	2	0	0	2	22.22	0.00	0.00	22.22
C. N. P	0	0	9	9	0	0	9	9	0.00	0.00	88.89	88.89
Cour des comptes	0	0	1	1	0	0	1	1	0.00	0.00	100.00	100.00
Total	39	291	181	511	2	147	147	296	5.13	50.52	81.22	57.93

Source: Ministère de l'enseignement supérieur:

Tableau n° 11 : Evolution des filières de formation en Algérie et à l'étranger.

Filières	1975/76		1979/80		1988/89	
	Algérie	Etranger	Algérie	Etranger	Algérie	Etranger
Sciences exactes	1003	176	8638	224	12131	946
Techniques	-	447	7924	385	61940	1611
Tech-Bio-Médicale	3532	-	6475	-	4707	-
Sciences médicales	6766	215	8805	639	26059	300
Sciences-Terre	1626	72	3229	151	12661	166
Sciences sociales	19782	751	22374	1009	50061	669
Total	41709	1661	57.445	2406	167559	3692

Source: Ministère de l'enseignement supérieur et C.N.O.P

séduit par les avantages de la formation à l'étranger constitue un véritable problème pour l'université algérienne. Il n'est pas rare, par exemple, de voir certains professeurs de rang magistral obtenir des bourses pour l'étranger, sans avis préalable de leur université. Celle-ci n'est d'ailleurs associée ni au suivi de la formation ni à la préparation du retour.

3.2.2 Les filières de formation à l'étranger.

L'orientation scientifique et technique donnée à l'enseignement dans son ensemble constitue un facteur déterminant dans l'évolution de la répartition des boursiers à l'étranger par discipline. La lecture du tableau n°11 révèle que l'évolution de cette répartition depuis 1970 était destinée à satisfaire les besoins de l'université algérienne en formateurs dans les termes définis par une hiérarchisation des savoirs marquant une nette préférence pour les sciences technologiques et les sciences d'application et une volonté de maîtriser la progression des effectifs des autres disciplines.

C'est ainsi que les effectifs des boursiers à l'étranger dans les filières technologiques ont progressé plus rapidement que ceux des autres disciplines jusqu'à devenir plus nombreux vers la fin des années 80. Encore convient-il de préciser que cette progression se produit dans le cadre d'une progression des effectifs de l'ensemble des disciplines. A partir de 1990, la tendance à la préférence pour les disciplines technologiques se trouve réaffirmée. La baisse des effectifs de ces derniers, en effet, n'atteint pas le niveau de celle qui affecte les effectifs des autres disciplines (voir tableau n°12). La progression des effectifs de la post-graduation en Algérie dans l'ensemble des disciplines ne saurait justifier ce déséquilibre dans la mesure où la formation à l'étranger tend depuis quelques années à entretenir un corps enseignant en poste et à former une élite parmi les lauréats du bac dans des disciplines particulières.

Une lecture globale de l'évolution des filières de formation à l'étranger révèle qu'au point de vue de la répartition des effectifs par grandes disciplines, un phénomène d'émiettement des savoirs est en train de se dévelop-

Tableau n° 12 : Evolution des filières de formation en Algérie et à l'étranger.

Filières	1989/90		1991/92		1994/95	
	Algérie	Etranger	Algérie	Etranger	Algérie	Etranger
Sciences exactes	13716	375	22560	229	17870	120
Technique-Sciences appliquées	81733	894	74404	339	94554	306
Sciences médicales/Vet	33167	45	37782	21	26045	10
Sciences naturelles/Serre	13030	155	94	94	17389	78
Sciences sociales	60751	249	722803	101	92234	142
Total	202397	1718	228662	784	248092	676

per .

Le cas des boursiers du Ministère de l'Enseignement Supérieur est significatif. En 1980, les effectifs se répartissaient de la manière suivante : les sciences médicales arrivaient en tête avec plus de 20% des boursiers, les sciences sociales suivaient avec 15 %, puis venaient les sciences technologiques avec 13,6 % et les sciences exactes avec 12,75 %. En 1990, la situation est profondément modifiée. On assiste à une multiplication des disciplines, et à un éclatement des grandes filières en spécialités "pointues". C'est ainsi que l'informatique et le génie civil font leur apparition comme spécialités dominantes dans le cadre des sciences technologiques, tandis que les spécialités classiques des sciences sociales enregistrent un déclin régulier (ibid, p. 9).

Cette évolution de la répartition des boursiers dans les filières de formation qui épouse les évolutions propres aux pays d'études, tant au plan du choix des thèmes de recherche qu'à celui de la préférence accordée aux spécialités dites "pointues" n'est sans doute pas de nature à favoriser la réinsertion de ces étudiants après leur retour, dans la mesure où ces derniers risquent de se trouver dans l'impossibilité de mettre en pratique leurs connaissances. La maîtrise de ce problème est devenue d'ailleurs encore plus ardue, semble-t-il, du fait de la diversification accrue des

pays de formation.

3.2.3 Les pays de formation à l'étranger.

Cette double évolution, concentration des effectifs des boursiers dans les disciplines technologiques et scientifiques et émiettement de ces disciplines en une multitude de spécialités, coïncide avec la réorientation des flux vers les pays "capitalistes". Avant 1980, les pays socialistes prenaient en charge la formation des boursiers des filières technologiques principalement au niveau de la graduation. Les universités des pays occidentaux recevaient eux plutôt les boursiers de la post-graduation en lettres et en sciences humaines ainsi que les boursiers de la graduation dans certaines filières telle que la médecine. Les universités des pays arabes accueillaient les étudiants arabophones dans les deux cycles⁷.

Les années 1980 marquèrent une nette réorientation des flux des pays socialistes vers les pays occidentaux en particulier dans les filières technologiques. Vers la fin de ces années le nombre des boursiers scolarisés dans les pays socialistes baisse sensiblement tandis qu'au même moment la France s'affirme comme le pays qui accueille le plus d'étudiants algériens dans les différentes filières. La lecture du tableau n°13 révèle cette tendance, on

Tableau n° 13 : Evolution des pays de formation à l'étranger

Pays	Stock au 1.12.1989	Stock au 31.12.1990	Stock au 31.12.1991	Stock au 31.12.1993	Stock au 31.12.1994
Europe occidentale	2950	2665	2402	1941	1415
dont France	2270	2170	1987	1750	1270
Europe orientale pays socialiste	1438	1346	1145	732	209
Amérique	316	280	265	59	41
Asie		6	8	3	2
Pays arabes	216	193	226	360	315
Autres				1	1
Total général	4920	4490	4050	2596	1983

Source: C.N.O.P

y relève la nette régression des boursiers scolarisés aux Etats Unis et au Canada et une certaine stabilité de ceux des pays arabes.

La raison de ces évolutions qui semblent caractériser les années 90 est à rechercher dans les modes de financement de la formation à l'étranger. La baisse des effectifs scolarisés aux USA et au Canada est le résultat de la régression des ressources financières allouées par le gouvernement algérien, suite à la baisse du volume de la rente pétrolière. En revanche le maintien du volume des offres de bourses de coopération venant de la France ont fait que les effectifs scolarisés dans les universités françaises sont de loin les plus importants. Entre 1982 et 1992 ils représentent plus de 55% des envois alors que le total pour l'ensemble des pays occidentaux pendant la même période atteint 90%.

La diversification des pays de formation pose plusieurs problèmes, les plus importants concernent sans aucun doute l'hétérogénéité des niveaux et des contenus des formations et la question des équivalences des diplômes, objet de tensions et de conflit entre le ministère de l'enseignement supérieur et les diplômés.

4. Dysfonctionnement ou échec : éléments pour un bilan de la formation à l'étranger

Qu'elle soit organisée ou libre, la formation des étudiants et cadres algériens dans les universités étrangères s'identifie en partie à un projet modernisateur dans la mesure où elle ne saurait être considérée comme un simple mouvement de circulation des hommes en vue d'acquérir un savoir et qu'elle conduit également au transfert de modes de représentation et à une re-composition des identités individuelles

et collectives. Or, cet aspect de l'expérience des étudiants à l'étranger est totalement abandonné aux aléas du séjour dans les pays d'étude. Les difficultés que rencontre la gestion de cette formation, les dysfonctionnements qui la marque ne sont pas de nature à laisser prévoir un bilan globalement positif en ce qui la concerne.

4.1 Déperditions et prolongation des études

L'absence d'une programmation de la formation et du séjour des étudiants à l'étranger est un facteur déterminant dans le développement des phénomènes de déperdition et de prolongation induite de la durée des études. Certains étudiants sont conduits à passer par des cycles d'adaptation pédagogique entraînant, dans beaucoup de cas, la prolongation de la formation, sa reconversion ou l'échec. Les estimations avancées par le ministère de l'enseignement supérieur situent le taux d'échec pour les années 1980 à 60% au USA, 30% en France et 40% en Grande Bretagne. Pour l'année universitaire 1989-90, le taux de "disparition" : échec, absence de nouvelles, a atteint 70% des effectifs en formation. (KADRI AISSA, p. 490.)

4.2 Le non retour

Le deuxième aspect préoccupant du bilan de la formation à l'étranger est le non retour des boursiers. En dépit de l'imperfection des statistiques disponibles, on peut avancer que la tendance à l'installation dans les pays d'études concerne plus de 60% des boursiers. En 1980 la première conférence nationale de l'enseignement supérieur avait attiré l'attention sur ce phénomène. Les statistiques publiées à cette occasion avaient révélé que le non-retour

Tableau n° 14 : Bilan de la formation à l'étranger 1974-1981

Année	Nombre d'étudiants à l'étranger	Prévisions des retours	Retours effectifs	prolongation des boursiers	Arrêt de bourses	dépériditions	Non retour
1974-75	1778	1500	200	300	50	350	400
1977-78	2008	1200	150	550	100	400	500
1980-81	2406	1800	61	239	200	500	700

Source: Ladjel ML, 1990, p. 87

dépassait la moyenne de 50% (voir tableau n°14).

Le bilan établi par la commission nationale de la formation à l'étranger en 1985 conduit au même constat. Les statistiques qu'elle a rendu publiques font apparaître une progression des non retour (voir tableau n°15) dont le taux dépasse les 50% des effectifs prévus pour le retour.

Depuis 1986, aucun bilan global n'est élaboré pour comptabiliser les retours. Il existe par contre des bilans sec-

1) Les restructurations socio-économiques engagées depuis quelques années tendront à limiter les capacités du système de formation et d'éducation. Le recours à l'étranger pour la formation dans des spécialités relevant de technologies de pointe ou pour celles d'enseignants de rang magistral deviendra de plus en plus nécessaire.

2) La formation à l'étranger échappera de plus en plus aux considérations politiques et idéologiques, pour subir les contraintes imposées par l'entrée de

Tableau n° 15 : Bilan de la formation à l'étranger 1982-1985/1986

Année	Nombre des étudiants	prévisions des retours	retours effectifs	prolongation de bourses	arrêt de bourses	dépéridition	nombre des non retours
1982-83	2942	692	179	231	102	134	236
1983-84	4039	1350	370	620	80	280	246
1984-85	5392	950	200	476	35	229	264
1985-86	5990	1221	160	710	140	202	340

Source: Ladjel ML, 1990, p. 90

toriels qui ne donnent que des statistiques partielles. Les dernières statistiques élaborées par le ministère de l'enseignement supérieur confirment la tendance à la progression des non retour en situant leur taux à plus de 60% (voir tableau n°16)

Pour l'année 1992-1993 le ministère de l'enseignement supérieur a comptabilisé 282 retours à la fin de 1992 et seulement 210 à la fin de 1993 sur un total de retours prévus dépassant 1500 étudiants.

En guise de conclusion, on peut avancer les pronostics suivants :

l'Algérie dans l'économie de marché.

3) Les restructurations économiques de la période récente devraient conduire les classes dirigeantes à asseoir de plus en plus la reproduction de leur hégémonie locale sur des ressources légitimatrices inscrites dans un cadre de référence universaliste. Ce qui implique un recours privilégié aux systèmes d'enseignements des pays culturellement dominants.

4) En tant que phénomène migratoire, la migration pour la formation est appelée à constituer un structurant important des mouvements des popula-

Tableau n° 16 : Synthèse des retours de formation 1989-1982

Année universitaire	Prévision de retour				Retour eff. en Algérie				Boursiers affectés postes			
	G	P.C	S.P	Total	G	P.C	S.P	Total	G	P.C	S.P	Total
1989/90	0	1.442	0	1.442	0	569	0	569	0	568	0	569
1990/91	0	600	0	600	0	123	0	123	0	123	0	123
1991/92	0	959	0	959	0	282	0	292	0	292	0	292
Total	0	3.001	0	3.001	0	973	0	973	0	973	0	973

N.T.S, n° 2-3, 1996/97

tions du sud vers le Nord.

BIBLIOGRAPHIE

C.R.E.A.D, *Bilan de la réinsertion des boursiers algériens à l'étranger relevant du ministère de l'enseignement supérieur, rapport de recherche*, Alger, 1993, 63 p.

HARBI ABDELMADJID, *La formation des cadres algériens à l'étranger, étude et analyse de l'expérience de l'entreprise SONATRACH*, DEA de sociologie, Alger 1983, 146 p.

KADRI AISSA, *Le droit à l'enseignement et l'enseignement du droit, contribution à une analyse des fonctions du système de l'enseignement supérieur algérien*, Doctorat de sociologie, Paris. EHESS, 2 volumes. 866p.

LAJAL Mohamed Lamine, *La migration des compétences arabes, les causes et les propositions, le cas de l'Algérie*, Magister (en arabe) Sciences Politiques, 1990, 210 p

TOUATI BELKACEM, *Dynamique de la formation à l'étranger, aspects économiques et aspects budgétaires*, Magister Sciences Commerciales, Alger, 1989, 161p.

Documents officiels:

- *Annuaire statistiques du Ministère de l'enseignement supérieur*.
- *Chartes et textes idéologiques de 1956 à 1986*.

Notes

¹ La lecture des statistiques disponibles fait apparaître une lente progression des effectifs jusqu'à la veille du déclenchement de la lutte de libération nationale. Guy Pervillé signale 21 étudiants algériens inscrits dans les universités françaises en 1932 1100 en 1954 et 1500 en 1959.

² Confrontée à ce type de problèmes la commission nationale de la formation à l'étranger (C.N.F.E) instituée en 1981 pour centraliser la gestion des envois d'étudiants

algériens reconnaît son incapacité à présenter un bilan exhaustif. Les écarts entre les différentes sources étaient si importants que le travail de regroupement ne peut donner des résultats fiables.

³ Ce décret de base fut suivi par d'autres textes tels que:

-Le décret n°82-514 du 25.12.1982 complétant le décret n°81.2 et précisant les conditions de l'obtention des bourses par les travailleurs des établissements de l'enseignement supérieur.

-L'arrêté interministériel du 18.05.1983 déterminant les taux de l'allocation d'études.

-Les circulaires d'application du 12.12.1982 et 31.02.1983.

⁴ En 1986 des critiques contre la " gabegie " de la formation à l'étranger éclatèrent non sans arrière pensée politique, sur la scène publique. Le ministre de l'enseignement supérieur dont la gestion était fortement contestée tenta de riposter en mettant en exergue la nouvelle stratégie que son département ministériel avait élaborée.

⁵ Le décret n°87.209 du 8 septembre 1987 a été suivi par la promulgation de 6 décrets ou arrêtés d'application :

-Arrêté déterminant le taux des allocations et avantages annexes accordés aux bénéficiaires d'une formation ou d'un perfectionnement à l'étranger.

-Arrêté déterminant le rattachement des crédits de formation de longue durée au budget du ministère des affaires étrangères.

-Arrêté fixant les conditions de mise en oeuvre des actions de perfectionnement à l'étranger.

-Arrêté portant organisation et fonctionnement de la commission pédagogique et scientifique de la formation à l'étranger.

-Arrêté fixant la liste des membres du conseil et de planification de la formation et de perfectionnement à l'étranger.

-Arrêté fixant la liste des filières ouvertes à la formation à l'étranger.

⁶ Sous l'effet d'une rente pétrolière florissante les autorités algériennes avaient décidé d'accorder des bourses aux enfants d'émigrés. Elles avaient également accepté d'autoriser les familles ayant un enfant scolarisé à l'étranger de transférer une somme d'argent équivalente au montant de change annuel. Ces dispositions ne furent appliquées que temporairement.

⁷ En 1974,75 sur 1253 boursiers en graduation, 352 étaient scolarisés dans les pays occidentaux, 129 dans les pays arabes et 752 dans les pays socialistes. Dans la même année sur 535 boursiers de la post-graduation, 470 suivaient leur formation dans les pays occiden-